

LES BELLES FORMULES

« Je ne dis pas que nous ne créons pas d'impôts » a dit le 12 février Ramadier dans une déclaration par laquelle il n'a trouvé à ressortir, pour résoudre les problèmes de l'économie française bien malade, que le slogan si éculé « Achetez français ! » Pour un ministre des finances socialiste, ce n'est vraiment pas fort. Il est vrai que Ramadier n'a jamais passé pour un financier — et il y a longtemps que personne ne le prend plus pour un socialiste.

Et Ramadier a ajouté : « Ce qu'il faut, c'est réduire les dépenses. Nous faisons cette année un premier pas qui sera suivi d'autres... »

DEUX CENTS COMMISSAIRES DE POLICE

Et son collègue Jules (Gilbert), de l'Intérieur, a annoncé le même jour la création de deux cents nouveaux postes de commissaires de police, par la métropole ou l'Algérie. A la bonne nôtre, si c'est ça que Ramadier appelle un premier pas vers la réduction des dépenses...

BUVONS DU LAIT

Les buveurs de lait du département de la Seine (et eux seuls) paient le litre de lait moins cher depuis quelques jours.

Mais ce n'est pas (encore) l'amorce de la baisse générale des prix. Cette « gentillesse » gouvernementale n'a d'autre but que de faire descendre une fois de plus, artificiellement, l'indice des prix des 213 articles, qui se rapprochait dangereusement de la « cote d'alerte ». Et comme cet indice est calculé sur les prix dans le département de la Seine, tant pis pour les enfants du Nord ou du Rhône.

Leurs parents paieront toujours le lait le même prix, et les salaires des travailleurs (de Paris et d'ailleurs) resteront bloqués pour un temps. Mais comme il ne faut quand même pas faire perdre d'argent aux pauvres producteurs, le gouvernement leur paiera la différence entre l'ancien et le nouveau prix. Coût : un demi-milliard que les travailleurs (buveurs de lait ou non) devront payer en dernier ressort.

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante :

Fred ROSPARS

Plougasnou (Finistère)

**SOUSCRIVEZ !**

**CCP 6965-68 Paris**

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

La Vérité des Travailleurs, dans son dernier numéro, a indiqué les raisons économiques et politiques qui poussent les capitalistes européens à s'orienter vers la création d'un « marché commun », d'une zone de libre échange et l'organisation de l'Euratom. Les projets actuellement discutés par les gouvernements ont incontestablement des objectifs réactionnaires : défense et amélioration des positions capitalistes en Europe, coordination des efforts pour exploiter l'Afrique; ces projets se situent dans l'alliance atlantique contre les Etats ouvriers. C'est seulement dans les limites étroites qu'ils ont une pointe contre les Etats-Unis d'Amérique.

Mais il ne suffit pas de dénoncer les objectifs réactionnaires pour pouvoir mener une lutte ayant des chances de succès. Car ces projets correspondent à des tendances objectives; économiquement dans les tendances du commerce international; politiquement, l'Europe possédant sans aucun doute une unité de développement politique, tout comme d'autres régions du monde (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Amérique latine...). Prendre une position purement négative, se borner à dénoncer des projets réactionnaires, c'est se condamner par avance à échouer dans la lutte contre eux-ci. Il faut définir des objectifs valables correspondant aux tendances existantes, et mettre en avant des mots d'ordre de lutte adéquats.

A titre de comparaison, prenons l'exemple de la concentration capitaliste. C'est une tendance profonde de l'économie capitaliste. On peut la dénoncer comme le petit commerçant ou l'artisan qui veut maintenir le statu quo, ou bien on peut la dénoncer comme l'ouvrier, le marxiste qui dit : exproprions les expropriateurs. Il y a une façon réactionnaire de combattre la concentration capitaliste, et une façon révolutionnaire de le faire.

Notre comparaison n'est pas arbitraire. Car c'est à une concentration capitaliste que tendent les projets européens actuels. Une concentration beaucoup plus complexe que la fusion de deux grandes entreprises, soulevant des problèmes de tous ordres, mais c'est la même tendance qui se poursuit dans chaque cas.

L'essentiel de l'argumentation stalinienne, c'est que l'infériorité de l'économie française entraînerait dans la combinaison projetée la suprématie de l'industrie allemande, ce serait la ruine pour les petits exploitants, les produits agricoles hollandais inonderaient « notre » marché, etc... Outre que certains des arguments ne sont pas exacts, toute cette argumentation consiste à affirmer que patrons et ouvriers français ont des intérêts communs. Les dirigeants staliniens ne le disent pas ouvertement, mais le fond de la ligne qu'ils défendent, c'est qu'il y a des intérêts français au-dessus des classes.

Les staliniens dénoncent à juste titre les projets d'Eurafrrique comme du brigandage colonial. Mais que proposent-ils pour l'Algérie : « Des relations étroites politiques, économiques et culturelles entre la France et l'Algérie libérée du régime colonial. » Toute l'argumentation stalinienne à propos de l'infériorité de l'économie française par rapport à l'économie allemande et la suprématie que cela donnerait à l'Allemagne dans une unité européenne serait mille fois plus vraie pour les rapports entre une France capitaliste et une Algérie qui serait libérée du « régime colonial », non du capitalisme. Sur ce point aussi, en prônant une Union française, les staliniens envisagent l'existence d'intérêts français au-dessus des classes.

Les staliniens, en face des projets capitalistes, opposent « l'indépendance politique » de la France et « l'entente des peuples » français et allemand. Comme le petit bourgeois, ils se borneront à demander au fond le maintien du statu quo.

« L'indépendance politique » ? Même dans les pays coloniaux où ce mot d'ordre a une signification réelle, il suffit que celle-ci soit conquise pour qu'il apparaisse aussitôt une différenciation des intérêts de classe. Pour des pays capitalistes comme la France, ce n'est pas la perte de « l'indépendance nationale » qui est en cause; c'est le capitalisme qui entraîne une décomposition grandissante du pays.

Aux projets capitalistes d'une « petite Europe », d'une concentration à objectifs réactionnaires, on ne peut opposer le statu quo ou des vœux pieux. Le seul objectif réaliste, ce sont les Etats-Unis socialistes d'Europe. Contre les projets capitalistes, Waldeck-Rochet a trouvé une citation de Lénine de 1915, mais elle vise spécifiquement les Etats-Unis capitalistes, non le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes qui fut mis en avant par l'Internationale communiste de 1919 à 1923.

Dans son rapport, Waldeck-Rochet tout à coup déclare : « Le relèvement du niveau de vie ne dépend pas du marché commun, mais de la lutte de la classe ouvrière. » Toute sa pensée ne sort pas du cadre national. Face aux projets capitalistes, il faut opposer l'action unie des travailleurs de tous les pays européens pour défendre et élargir leurs conquêtes sociales, leurs droits et leurs libertés. Ce front unique ne peut pas avoir que des buts défensifs, limités. La lutte des travailleurs européens en front unique doit se placer et se développer dans la perspective de la lutte dans chaque pays pour un gouvernement ouvrier et paysan, et pour une Fédération de ces Etats débarrassés du capitalisme, entreprenant par une planification commune, coordonnée à celle des autres Etats ouvriers, la construction du socialisme.

Le mouvement ouvrier ne pourra triompher des projets réactionnaires qu'en engageant une lutte pour des objectifs de classe, des objectifs socialistes qui sont des objectifs internationalistes. Une lutte coordonnée des travailleurs d'Europe (qui implique nécessairement le front unique socialiste-communiste, étant donné l'état actuel du mouvement ouvrier en Europe) ne peut se mener pour le statu quo de « l'indépendance » de chaque bourgeoisie nationale, mais pour une marche convergente vers le pouvoir et vers les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Lors de la dernière réunion du Cercle Karl Marx qui s'est tenue le vendredi 8 février sur le sujet :

La Révolution Algérienne et le mouvement ouvrier en France

un groupe de fascistes s'est livré à une agression contre les participants au Cercle, ne pouvant supporter que la position de notre Parti sur la solidarité prolétarienne indispensable des travailleurs de ce pays à l'égard de la lutte du peuple algérien.

A la suite du tract qui avait été diffusé le jeudi à la Sorbonne, d'autres étudiants fascistes nous avaient adressé une lettre d'injures bien typiques de cette faune, prolongement en France des ultras d'Algérie.

Les organisations d'étudiants sauront interdire au Quartier Latin les manifestations de ces fascistes.

Le Cercle Karl Marx n'en est que plus fort pour continuer sa tâche de clarification marxiste de tous les problèmes actuellement posés à l'avant-garde du prolétariat dans ce pays.

Sa prochaine réunion a lieu, ainsi que nous l'avons indiqué dans notre dernier numéro, le jour même de la sortie de ce journal :

Vendredi 22 février, à 21 h.  
aux Sociétés Savantes

sur le sujet :

MARCHE COMMUN, EURATOM, EURAFRIQUE

On nous communique...

Le Cercle Spartacus de Montpellier se propose de réunir des camarades français et étrangers de différentes tendances politiques, de différentes races pour étudier et discuter en toute liberté le problème suivant :

« DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES » afin de rechercher les conditions économiques, politiques et sociales de l'indépendance coloniale.

Le Cercle Spartacus vous invite à participer à ces quatre journées internationales d'études qui auront lieu à Frontignan pendant les vacances de Pâques.

Le contact entre militants anticolonialistes des différents pays impérialistes permettra des discussions favorables à la liberté des peuples coloniaux dans la mesure où ces militants, tout en conservant leurs opinions politiques et leur indépendance savent qu'ils ne seront pas limités dans leurs recherches, ont la certitude que la discussion sera désintéressée, franche et loyale, apprendront à mieux se connaître pour mieux lutter et voir triompher le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Le Cercle Spartacus de Montpellier espère vous avoir intéressé par ces journées d'études. Il accepte toutes suggestions de votre part et demande à ceux qui se préparent à venir à Frontignan d'écrire au secrétaire général du Cercle : M. Lambert, 14, Bd du Jeu-de-Paume, Montpellier (Hérault).